Adresse à tous les travailleurs

Camarades,

Ce que nous avons déjà fait en France hante l'Europe et va bientôt menacer toutes les classes dominantes du monde, des bureaucrates de Moscou et Pékin aux milliardaires de Washington et Tokyo. *Comme nous avons fait danser Paris*, le prolétariat international va revenir à l'assaut des capitales de tous les États, de toutes les citadelles de l'aliénation. L'occupation des usines et des édifices publics dans tout le pays a non seulement bloqué le fonctionnement de l'économie, mais surtout entraîné une remise en question générale de la société. Un mouvement profond porte presque tous les secteurs de la population à vouloir un changement de la vie. C'est désormais un mouvement révolutionnaire, auquel ne manque plus que *la conscience de ce qu'il a déjà fait*, pour posséder réellement cette révolution.

Quelles forces vont essayer de sauver le capitalisme ? Le régime doit tomber s'il ne tente pas de se maintenir par la menace d'un recours aux armes (assortie d'un hypothétique renvoi à des élections qui ne pourraient avoir lieu qu'après la capitulation du mouvement) et même par la répression armée immédiate. Quant à l'éventuel pouvoir de la gauche, il essaiera lui aussi de défendre le vieux monde par des concessions, et par la force. Le parti dit communiste, le parti des bureaucrates staliniens, qui a combattu le mouvement dès le début et qui n'a commencé à envisager la chute du gaullisme qu'à partir du moment où il s'est vu incapable d'être plus longtemps sa protection principale, serait dans ce cas le meilleur gardien de ce «gouvernement populaire». Un tel gouvernement de transition ne serait réellement un «kerenskysme» que si les staliniens étaient battus. Ceci dépendra essentiellement de la conscience et des capacités d'organisation autonome des ouvriers : ceux qui déjà ont repoussé les accords dérisoires qui comblaient les directions syndicales ont à découvrir qu'ils ne peuvent pas «obtenir» beaucoup plus dans le cadre de l'économie existante, mais qu'ils peuvent *tout prendre* en en transformant toutes les bases pour leur propre compte. Les patrons ne peuvent guère payer plus ; mais ils peuvent disparaître.

Le mouvement actuel ne s'est pas «politisé» en allant au-delà des misérables revendications syndicales sur les salaires et les retraites abusivement représentées comme «questions sociales». Il est au-delà de *la politique* : il pose *la question sociale* dans sa simple vérité. La révolution qui se prépare depuis plus d'un siècle nous revient. Elle ne peut s'affirmer que dans ses propres formes. Il est déjà trop tard pour un replâtrage bureaucratique-révolutionnaire. Quand un André Barjonet, déstalinisé de fraîche date, appelle à la formation d'une organisation commune qui rassemblerait «toutes les forces authentiques de la révolution… qui se réclament de Trotsky, de Mao, de l'anarchie, du situationnisme», nous avons seulement à rappeler que ceux qui se réclament aujourd'hui de Trotsky ou de Mao, pour ne rien dire de la pitoyable «Fédération anarchiste», n'ont rien à voir avec la révolution présente. Les bureaucrates peuvent maintenant changer d'avis sur ce qu'ils appellent «authentiquement révolutionnaire» ; la révolution authentique n'a pas à changer le jugement

qu'elle a prononcé contre la bureaucratie.

Dans le moment actuel, avec le pouvoir qu'ils tiennent, et avec les aprtis et syndicats que l'on sait, les travailleurs n'ont pas d'autres voies que la prise en main directe de l'économie et de tous les aspects de la reconstruction de la vie sociale par des comités unitaires de base, affirmant leur autonomie vis-à-vis de toute direction politico-syndicale, assurant leur auto-défense et se fédérant à l'échelle régionale et nationale. En suivant cette voie ils doivent devenir le seul pouvoir réel dans le pays, le pouvoir des *Conseils de travailleurs*. À défaut, parce qu'il «est révolutionnaire ou n'est rien», le prolétariat redeviendrait un objet passif. Il retournerait devant ses récepteurs de télévision.

Qu'est-ce qui définit le pouvoir des Conseils ? La dissolution de tout pouvoir extérieur ; la démocratie directe et totale ; l'unification pratique de la décision et de l'exécution ; le délégué révocable à tout instant par ses mandants ; l'abolition de la hiérarchie et des spécialisations indépendantes ; la gestion et la transformation conscientes de toutes les conditions de la vie libérée ; la participation créative permanente des masses ; l'extension et la coordination internationalistes. Les exigences actuelles ne sont pas moindres. L'autogestion n'est rien de moins. *Gare aux récupérateurs* de toutes les nuances modernistes — et jusqu'aux curés — qui commencent à parler d'autogestion, voire de conseils ouvriers, sans admettre ce *minimum*, et parce qu'ils veulent en fait sauver leurs fonctions bureaucratiques, les privilèges de leurs spécialisations intellectuelles, ou leur avenir de chefaillons !

En réalité, ce qui est nécessaire maintenant l'était déjà depuis le début du projet révolutionnaire prolétarien. Ils s'agissait de l'autonomie de la classe ouvrière. On a lutté pour l'abolition du salariat, de la production marchande, de l'État. Il s'agissait d'accéder à l'histoire consciente, de supprimer toutes les séparations et «tout ce qui existe indépendamment des individus». La révolution prolétarienne a spontanément esquissé ses formes adéquates dans les Conseils, à Saint-Petersbourg en 1905 comme à Turin en 1920, dans la Catalogne de 1936 comme à Budapest en 1956. Le maintien de la vieille société, ou la formation de nouvelles classes exploiteuses, ont passé chaque fois par la suppression des Conseils. La classe ouvrière connaît maintenant ses ennemis et les méthodes d'action qui lui sont propres. «L'organisation révolutionnaire a dû apprendre qu'elle ne peut plus *combattre l'aliénation sous des formes aliénées*» (*La Société du spectacle*). Les Conseils ouvriers sont manifestement la seule solution, puisque toutes les autres formes de lutte révolutionnaire ont abouti au contraire de ce qu'elles voulaient.

Comité Enragés-Internationale situationniste
Conseil pour le maintien des occupations
Paris, le 30 mai 1968